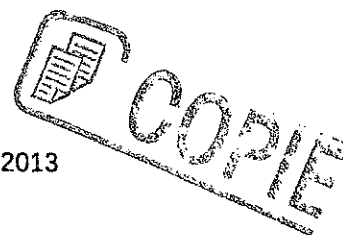


PREFET DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement Centre

Bourges, le 6 février 2013



Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSEES

SAS GSM

**Commune de VILLENEUVE-SUR-CHER
LIEU-DIT « BOIS DU MONTET »**

Objet : Demande d'ouverture d'une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de VILLENEUVE-SUR-CHER, au lieu-dit «Bois du Montet ».

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet du Cher**

Par lettre en date du 16 mars 2011, Monsieur Roberto VERACHTEN, agissant en qualité de directeur régional de la société GSM, dont le siège social est actuellement situé Rue des Technodes – 78931 GUERVILLE Cedex, sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de Villeneuve sur Cher, aux lieu-dit «Bois du Montet» sur les parcelles ci-dessous :

section B n° 104,107,109 ainsi que la parcelle section B n° 101 pour partie ainsi que la partie de chemin rural n°10, cédé par la commune.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 4 avril 2011. Après compléments en dates des 20 juin 2011 et 28 décembre 2011, une nouvelle version de ce dossier a été redéposée le 28 mars 2012. Ce dossier a été reconnu formellement recevable par le service d'inspection des installations classées le 13 avril 2012.

Un extrait de carte au 1/25 000 localisant le site est joint au présent rapport (annexe 1).

Un plan cadastral comportant le périmètre sollicité est également joint au présent rapport (annexe 2).

PJ : 1 plan de localisation (annexe 1)
1 plan cadastral (annexe 2)
Tableau de classement de l'activité projetée (annexe 3)
Schéma de remise en état (annexe 4 et 4 bis)
Projet d'arrêté préfectoral

1 – OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Nature et volume des activités.

Le tableau de classement des activités projetées au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est joint au présent rapport (annexe 3).

1.2. Description de l'établissement.

La société GSM exploite actuellement, sur le territoire de la commune du Subdray, une carrière de calcaire autorisée par arrêté préfectoral du 16 juillet 2009. L'autorisation, délivrée pour une durée de 7 ans arrivera à échéance le 16 juillet 2016. Toutefois, le gisement sera épuisé avant cette échéance, c'est pourquoi l'exploitant sollicite l'ouverture d'une nouvelle carrière, objet du présent dossier, située à environ 2 km du site en cours d'exploitation. Les installations de traitement des matériaux, autorisées par arrêté préfectoral du 9 novembre 2009, sont implantées hors du périmètre de la carrière autorisée par l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2009 et de celle objet du présent rapport. Ces installations seraient utilisées pour traiter les matériaux issus du présent projet.

Après avoir réalisé 5 prospections et 14 campagnes de sondage, la société GSM a élaboré une cartographie des sites potentiellement susceptibles de prendre le relais de la carrière du Subdray.

Le projet de carrière est localisé en limite Est du territoire communal de Villeneuve-sur-Cher. Les terrains concernés sont entièrement inclus dans le massif boisé du "Bois du Montet". Ils sont cadastrés en section B, parcelles n° 101 (pour partie), 104, 107 et 109. Une partie du chemin rural n° 10, cédé par la commune, est également intégrée dans l'emprise de la demande.

La surface totale du projet de carrière est de 43 ha 75 a 98 ca dont 35 ha 77 a 53 ca sont exploitables (soit 7 ha 98 a 45 ca inexploitables) compte tenu :

- de l'exclusion de zones à forte sensibilité biologique.
- des retraits de 10 ou 20 m par rapport aux limites de propriété.

Les objectifs relatifs au choix du retrait de 20 m sont d'éloigner la zone d'extraction du milieu à protéger, de conforter l'habitat d'intérêt communautaire et de conserver un écran naturel entre la zone d'extraction et le milieu.

L'autorisation de défrichement est sollicitée sur une superficie de 35 ha 00 a 47 ca. Cette surface défrichée correspond à la superficie exploitable à laquelle ont été soustraites les emprises des chemins d'exploitation, les bandes de 10 et 20 mètres, le chemin rural n°10 et une partie de la parcelle B 101.

Le futur site d'extraction sera relié à l'installation de traitement du Subdray, actuellement autorisée, au moyen d'une bande transporteuse de 1,8 km de longueur.

1.3. Présentation de la demande.

Le gisement exploitable est constitué par le Calcaire de Morthomiers et, pour partie, par les Calcaires lités supérieurs. Il présente une épaisseur variant de 7 à 21 mètres (moyenne de 14 m).

Les matériaux exploitables ont été estimés, en fonction des résultats des sondages, à environ 4 600 000 m³ soit 6 000 000 t de matériaux commercialisables.

L'extraction sera réalisée à ciel ouvert, sans rabattement de la nappe, avec utilisation des explosifs.

Avec une production maximale annuelle de 350 000 tonnes et une production moyenne de 240 000 tonnes, la durée de l'autorisation sollicitée est de 27 ans dont 2 années consacrées à la remise en état.

Cette exploitation comportera les étapes suivantes.

- Le défrichement préalable phase par phase,
- Le décapage de la découverte et réutilisation des matériaux pour la remise en état des surfaces déjà exploitées,
- L'extraction par abattage à l'explosif et reprise à la pelle hydraulique,
- Le transport des matériaux bruts extraits jusqu'au concasseur primaire installé à l'intérieur du périmètre du site sollicité,
- L'acheminement des matériaux concassés jusqu'à l'installation de traitement au Subdray au moyen d'une bande transporteuse.

Le réaménagement final consistera en un reboisement total à vocation écologique avec pour objectifs de:

- reconstituer les milieux favorables aux espèces d'intérêt actuellement présentes sur le site et aux abords,
- assurer la cohérence d'aménagement du territoire,
- restituer les corridors écologiques.

Après les dernières plantations, les infrastructures, voies d'accès et aménagements créés seront supprimés pour redonner au site sa vocation naturelle initiale.

Le chemin rural, détourné pour les besoins de l'exploitation, sera réhabilité.

Rappel des caractéristiques du projet à la date de dépôt de la demande d'autorisation :

- nature du matériau : calcaire.
- superficie sollicitée : 43 ha 75 a 98 ca.
- superficie exploitable : 35 ha 77 a 53 ca.
- épaisseur moyenne de découverte: 2 m.
- épaisseur du gisement exploité : de 7 à 21m ; 14 m en moyenne.
- cote minimale d'extraction : de 126 à 139 m NGF.
- cote moyenne du site : 145 m NGF.
- parcelles concernées : section B n° 101 (pour partie), 104, 107 et 109 et une partie du chemin rural n°10.
- durée de l'autorisation sollicitée : 27 ans dont 2 ans de remise en état.
- volume total à extraire : 4 600 000 m³ soit 6 000 000 tonnes.
- production annuelle moyenne : 240 000 t/an.
- production annuelle maximale : 350 000 t/an.
- méthode d'exploitation : à ciel ouvert, abatage à l'explosif.
- remise en état : reboisement total.

L'exploitant dispose de la maîtrise foncière des terrains par l'intermédiaire de contrats de foretage.

1.4. Cadre administratif de l'instruction.

Il s'agit d'une nouvelle demande d'autorisation qui s'inscrit dans le cadre des dispositions des articles R 512-2 et suivants du Code de l'Environnement.

1.5. Maîtrise d'urbanisation.

La carrière projetée est implantée en zone Nc du PLU de Villeneuve-sur-Cher (secteur naturel réservé à l'exploitation de carrières) approuvé le 1^{er} avril 2010.

L'implantation de la bande transporteuse sur les communes de Villeneuve-sur-Cher et Morthomiers est également en conformité vis à vis du règlement d'urbanisme de la commune de Morthomiers.

Cette structure est traitée, dans le dossier, comme une infrastructure routière.

2 – PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1. Avis de l'autorité environnementale.

L'autorité environnementale a émis, le 12 juin 2012, un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis, joint au dossier lors de l'enquête publique, a conclu que :

« Le contenu de l'étude d'impact et de l'étude de dangers est en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement.

Le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'environnement sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés.

Il est à noter que les 7 années d'étude ont permis à l'exploitant :

- *de définir le site de moindre sensibilité écologique et de préciser les enjeux environnementaux,*
- *de recenser de manière pertinente les impacts liés à ce projet,*
- *de justifier les mesures mises en place pour protéger l'environnement de manière probante. »*

2.2. Enquête publique.

L'enquête publique s'est déroulée du 27 août 2012 au 26 septembre 2012 inclus dans les communes de Villeneuve-sur-Cher, Le Subdray, Marmagne, Morthomiers, Saint-Florent-sur-Cher et Sainte-Thorette. La mairie de Villeneuve-sur-Cher a été désignée comme siège de l'enquête. Cette enquête portait sur l'autorisation sollicitée au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, objet du présent rapport et sur l'autorisation de défrichement, objet d'une procédure spécifique.

Dans son rapport d'enquête du 26 octobre 2012, le commissaire enquêteur signale qu'au cours de l'enquête, deux remarques écrites ont été formulées sur le registre. Par ailleurs trois correspondances lui ont été remises par la commune de Villeneuve sur Cher.

Les deux observations émanent de la même personne, bien qu'elles ne soient pas faites au même titre. L'une en tant que représentant de Nature 18 et l'autre en tant qu'habitant de Saint-Florent-sur-Cher. De plus un avis de l'association Nature 18 (considérée par le commissaire enquêteur comme une correspondance) a été déposée le 26 septembre à la commune de Villeneuve-sur-Cher par un courrier non signé annexé au registre.

Ces trois observations s'opposent au projet pour trois raisons :

- la consommation d'espaces naturels susceptibles de porter atteinte à l'érosion de la biodiversité,
- la qualité des milieux susceptibles d'être détruits,
- les insuffisances des mesures compensatoires qui ne peuvent être à la hauteur des destructions.

Les deux autres correspondances émanent de monsieur le maire du Subdray et d'une habitante du Subdray.

- Monsieur le maire du Subdray s'interroge sur *« la bande transporteuse qui franchira la voie romaine et émet le vœu que GSM, au regard du déboisement lié à une éventuelle exploitation, replante une parcelle d'un hectare sise sur la commune du Subdray, sur les indications de l'ONF. »*

- L'habitante de Morthomiers est contre le projet car *« il va dénaturer le paysage, la faune et la flore pour de nombreuses années . »*

La synthèse de ces observations a été transmise, par le commissaire enquêteur à l'exploitant le 1^{er} octobre 2012, lequel lui a répondu le 8 octobre 2012.

2.3. Avis du commissaire enquêteur.

Le 26 octobre 2012, dans ses conclusions, le commissaire enquêteur émet un **avis favorable** à la demande et précise que *« Le pétitionnaire portera une attention particulière à la mise en place de l'ensemble des mesures compensatoires, et notamment à la gestion écologique des espaces non concernés directement par l'exploitation mais aussi à la préservation des 10 premiers mètres à partir du chemin extérieur au site afin de pouvoir préserver les ourlets thermophiles. »*

2.3. Avis des conseils municipaux.

Dans sa délibération en date du 11 septembre 2012, le conseil municipal de **Villeneuve-sur-Cher** émet un **avis favorable** au projet à l'unanimité.

Dans sa délibération en date du 11 octobre 2012 le conseil municipal **du Subdray**, émet un **avis favorable** à la demande d'autorisation présentée (11 voix pour et 1 abstention). Le maire signale avoir informé le commissaire enquêteur dès le début de l'enquête du manque de précision concernant le franchissement de la voie romaine dénommée *« Chaussée de César »*, qui est une propriété de sa commune et a demandé un boisement communal en compensation du défrichement occasionné par cette opération.

Une réponse ayant été apportée concernant le franchissement de la voie romaine, le conseil maintien son vœu d'un reboisement sur une parcelle communale de près d'un hectare.

Dans sa délibération en date du 11 septembre 2012 le conseil municipal de **Saint- Florent-sur-Cher** émet un **avis favorable** (21 voix pour et 7 abstentions).

Dans sa délibération en date du 27 septembre 2012, le conseil municipal de **Marmagne** émet un **avis favorable** à l'unanimité.

Les délibérations des conseils municipaux de **Sainte-Thorette et Morthomiers** ne sont pas parvenues au service instructeur.

2.5. Avis des services.

2.5.1 : Avis de la Délégation Territoriale du Cher de l'Agence Régionale de santé.

Ce service, consulté dans le cadre de l'élaboration de l'avis de l'autorité environnementale signale que *« ce dossier ne soulève aucune remarque particulière dans le domaine de la santé environnementale »*.

2.5.2 : Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Le 24 juillet 2012, le **Directeur du SDIS** émet les observations suivantes :

- les personnels travaillant sur le site devront porter des équipements de protection individuelle adaptés aux risques présentés par l'installation (ex casque). Ces matériels devront être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Les utilisateurs de la carrière devront être formés à l'emploi de ces matériels.
- L'installation devra être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques (ex extincteurs).
- Des consignes de sécurité devront être établies, tenues à jour et portées à la connaissance des utilisateurs de la carrière par un affichage placé judicieusement sur le site. Ces consignes devront notamment indiquer :
 - les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir de carburant,
 - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
 - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
 - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable de l'installation, des services d'incendie et de secours, ...,
 - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
- Toutes dispositions devront être prises pour éviter les risques de pollution des eaux et des sols.
- L'exploitant prendra toutes les dispositions utiles afin de limiter les émissions de poussières notamment dues à la circulation d'engins ou de véhicules dans l'enceinte de l'installation.
- Assurer la desserte interne du site par une voie accessible en tout temps par les engins des sapeurs pompiers.
- Le stockage des déchets sera interdit ainsi que leur brûlage à l'air libre.
- Le présent projet est soumis à la réglementation du code du travail et du code de l'environnement.
- Dans le respect des observations susvisées, un **avis favorable** est émis. »

2.5.3 : Avis de l'institut National de l'origine et de la Qualité.

Le 6 août 2012, le Délégué Territorial de l'Unité territoriale du Val de Loire signale que:

« La commune de Villeneuve-sur-Cher, ainsi que les communes limitrophes de Le Subdray, Marmagne, Morthomiers, Saint-Florent-sur-Cher et Sainte-Thorette sont incluses dans l'aire géographique de l'appellation d'origine contrôlée « Crottin de Chavignol » ainsi que dans l'aire géographique des Indications Géographiques Protégées « Val de Loire » et Volailles du Berry.

Après examen de ce dossier , je vous informe que **l'INAO n'a aucune objection à formuler à l'encontre du projet. »**

2.5.4 : Avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Le 12 septembre 2012, l'Architecte des Bâtiments de France signale que :

«L'emprise du projet se situe en dehors des abords de monuments historiques et de sites protégés, ce dossier appelle de ma part les observations suivantes :

- prendre en compte les recommandations et objectifs définis dans le schéma départemental des carrières approuvé le 7 mars 2000.

- en accord avec le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004, relatif aux procédures en matière d'archéologie préventive de l'article 43 en cas de découverte non prévue de vestiges archéologiques et de la circulaire du 5 octobre 2005 applicable aux projets de travaux, prendre en contact avec le service archéologie le plus en amont possible de la préparation du projet .
- Le projet de réaménagement du site final respectera les dispositions figurant au dossier de demande. »

Le 14 septembre 2012, le Directeur Régional des Affaires Culturelles a transmis l'arrêté préfectoral, n°12/0575 du 14 septembre 2012 du Préfet de la Région centre, définissant les modalités de saisine du préfet de région au titre de l'archéologie préventive, lequel, est joint à cet avis.

2.5.5 : Avis de la Direction Départementale des Territoires.

Le 31 août 2012, le Directeur Départemental des Territoires signale que le dossier appelle de sa part les observations suivantes :

« URBANISME

Le projet est situé en zone Nc du PLU où les carrières sont autorisées.

ACCES ROUTIERS ET SECURITE ROUTIERE

L'accès s'effectue par une voie reliant le site à la RN151, puis par une piste de chantier. Les matériaux extraits sont acheminés par bande transporteuse jusqu'à l'installation de traitement existante, dont l'accès se fait également à partir de la RN 151. Au vu des éléments du dossier, le projet n'entraînera pas de modifications des accès existants, ni d'augmentation du trafic.

ENVIRONNEMENT

Le choix du site au sein du massif du bois du Montet, a fait l'objet d'une analyse poussée par le pétitionnaire, afin de réduire les impacts environnementaux avec le choix du scénario le moins impactant. Il n'en reste pas moins que le site présente une grande richesse écologique et, par voie de conséquence, une forte sensibilité environnementale. En particulier sont identifiés des enjeux forts concernant quatre espèces protégées au niveau national figurant à l'annexe IV de la directive habitat. Les habitats variés présents sur le site sont, pour la plupart, favorables à une richesse écologique marquée, en particulier les ourlets thermophiles et la chênaie ouverte de Brachypode, qui constituent les habitats à plus fort enjeu, notamment du fait de la présence des espèces ci dessus.

Les mesures proposées sont de deux ordres : celles concernant spécifiquement la réhabilitation du site après exploitation et celles visant à réduire les impacts du projet en phase d'exploitation. Ces mesures ont fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale le 12 juin 2012..

Une demande de dérogation à l'article L 411-2 du Code de l'Environnement a été déposée par le pétitionnaire le 26 septembre 2011 pour destruction d'espèces protégées. Cette demande est en cours d'instruction par le conseil national de protection de la nature.

Cependant d'autres aspects environnementaux sont peu évoqués, notamment du point de vue de la déforestation. En effet le défrichement concerne une partie d'un massif forestier qui présente un intérêt remarquable de l'écosystème pour son rôle à différents niveaux : climatique, environnement vert à proximité de l'agglomération, réduction de l'effet de serre et production de ressources naturelles renouvelables.

Le projet se situe au sein d'un massif forestier et doit faire l'objet d'une autorisation de défrichement, la demande en a été effectuée par l'exploitant le 9 mai 2012 et fera prochainement l'objet d'une enquête publique. Sans préjuger de la suite qui sera donnée à cette demande, une autorisation éventuelle serait de toute évidence assortie de mesures compensatoires, et notamment l'obligation de réaliser un boisement compensateur. La remise en état du site après exploitation, ne peut, contrairement à ce qu'indique l'étude d'impact, en tenir lieu.

RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Risque sismique

Le site d'exploitation se trouve dans un secteur de sismicité 2 (aléa faible), au regard du décret n° 2010.125 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français. Les bâtiments devront être conformes aux dispositions de l'arrêté du 22/10/2010.

*Le Directeur Départemental des Territoires précise, en conclusion, qu'en l'état actuel des procédures, il émet **un avis réservé** à la demande d'autorisation de la SAS GSM compte tenu :*

- de son état en terme de défrichement,
- de son impact en terme de biodiversité.

Cet avis pourra être levé si les autorisations de défrichement et de dérogation à la destruction d'espèces protégées sont accordées . »

Le 15 janvier 2013, le Directeur Départemental des Territoires, considérant que le pétitionnaire a obtenu les dérogations à la destruction d'espèces protégées et l'autorisation de défrichement, lève les réserves émises dans son précédent avis.

2.5.6. Avis de la SNCF.

Le 11 octobre 2012, le responsable du Pole Optimisation du Parc Immobilier de la SNCF signale qu'il n'a aucune objection à la création de cette exploitation. Il précise également que la situation géographique de la future exploitation n'a pas d'incidence sur la ligne ferroviaire Bourges/Miécaze située sur la commune du Subdray.

3 – MESURES PRISES POUR PROTEGER L'ENVIRONNEMENT.

Les principales mesures prises pour protéger l'environnement, mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, sont exposées ci-après :

3.1 Méthode d'exploitation et de remise en état.

L'exploitation sera réalisée à ciel ouvert en fouille sèche, par abattage à l'explosif en gradins de 15 mètres de hauteur au maximum. Les matériaux extraits seront déversés directement à la pelle ou au chargeur dans la trémie du concasseur primaire mobile situé en fond de fouille.

Les matériaux, après ce premier traitement, seront acheminés par une bande transporteuse, entièrement capoté sur l'intégralité de son cheminement. Un espace sera aménagé à la partie inférieure afin de laisser un passage au sol pour les petits animaux. Aux intersections des chemins, des aménagements par pont cadre permettront le passage des usagers et du gibier au dessus du convoyeur. Des barrières seront mises en place sur le pont cadre. Le capotage intégral de la bande transporteuse, en surélévation de la voie romaine, permet également le passage sécurisé des personnes et des animaux sur cette voie.

Ces matériaux seront ainsi dirigés vers l'installation de traitement actuelle implantée sur le territoire de la commune du Subdray. Cette installation, autorisée par arrêté préfectoral du 9 novembre 2009 est hors du périmètre d'exploitation de la carrière sollicitée.

La topographie finale présentera la forme d'une zone en dépression.

Elle sera obtenue, sans apport de matériaux extérieurs, par remblayage de 2 740 000 m³ de matériaux se répartissant de la manière suivante :

- 1 480 000 m³ qui seront remis au fond de la zone d'extraction. Une partie des argiles sera utilisée pour napper le fond des fossés et des mares afin de les imperméabiliser,
- 990 000 m³ de découvertes qui permettront de reconstituer les horizons de surface.

Le principe de remise en état retenu est la reconstitution d'un espace à dominante boisée, sur le modèle de l'occupation des sols actuelle (annexe 4 et 4 bis).

Afin de répondre aux exigences des espèces d'intérêt présentes sur le site, différents types de boisements seront visés : denses, clairsemés, sur substrat acide et sur substrat calcaire.

Également dans un but paysager et écologique, à la fois floristique et faunistique, un certain nombre "d'ouvertures" (ourlets, pelouses, landes et mares) seront prévues au niveau des espaces boisés.

Les matériaux disponibles pour la remise en état permettront de reconstituer les milieux suivants :

- au Nord et sur la bordure Ouest : boisements calcicoles à neutrophiles, plus ou moins clairsemés, en mosaïque avec des clairières d'ourlets thermophiles (à *Géranium sanguin*), des mares temporaires et des pelouses calcaires,
- au Sud et sur la bordure Est : boisements acidiphiles de la *Chênaie sessiliflore*, en mosaïque avec quelques clairières de landes à *Callune*,
- quelques éboulis et microfalaises seront maintenus, favorables à la nidification d'oiseaux tels que la Chouette chevêche, le Pigeon colombin ou encore le Faucon crécerelle, ainsi qu'au développement de formations végétales pionnières sur calcaire.

3.2 Gestion de l'eau sur le site.

Les installations de traitement et de lavage des matériaux sont implantées sur des parcelles situées hors du périmètre d'exploitation de la carrière.

Du point de vue quantitatif, l'extraction est réalisée à sec sans rabattement de nappe. Toutefois l'exploitant a sollicité l'autorisation de réaliser un forage industriel sur le site d'un débit maximal de 40 m³/h. L'eau ainsi pompée sera utilisée pour abattre les poussières issues du roulage des véhicules sur les pistes de circulation et celles liées au fonctionnement du concasseur. Ces besoins sont estimés à un débit de 5 m³/h.

La méthode de détermination des PHEC (Plus Hautes Eaux Connues) au droit de la carrière est clairement explicitée et conforme aux données disponibles.

L'analyse de la chronique piézométrique observée à Plou (piézomètre de référence régionale suivi par la DREAL Centre) retenue pour l'estimation des PHEC montre que la valeur figurant au dossier et prise comme référence pour le calcul, soit 145,82 m NGF, demeure une valeur extrême et exceptionnelle qui n'a été atteinte qu'une seule fois en mai 2001 et durant un court laps de temps.

La seconde valeur de PHEC à Plou est celle observée en 1995 aux alentours de 143,70 m NGF. Cette cote de 143,70 m NGF n'aurait été dépassée que durant 60 jours consécutifs en 2001 (soit 0,8 % du temps pour l'ensemble de la période de suivi de la station de Plou 1993-2012). Par conséquent, l'autorité

environnementale propose de retenir comme cote de référence des PHEC à Plou, la valeur de 143,70 m NGF.

Cette valeur de référence est à mettre en corrélation avec les valeurs mesurées sur les piézomètres implantés autour du projet. Cette méthode permet, tel que démontré dans le dossier, de définir un gradient entre les piézomètres du site et celui de Plou et de définir les isopièzes précis sur le site.

Une carte précise des isopièzes des PHEC à l'intérieur du périmètre du site est fournie dans le dossier. Le carreau de la carrière se situera 1 mètre au-dessus des PHEC sur la base de la cote 143,70 m relevé à Plou.

On notera également, en ce qui concerne les eaux superficielles que les terrains concernés ne sont pas traversés par un cours d'eau. Les plus proches cours d'eau sont le Cher et le ruisseau de la Margelle.

L'incidence de la carrière sur les eaux superficielles demeure donc faible au regard de l'éloignement des rivières et de l'absence de rejets directs.

Des mesures ont été prévues par l'exploitant vis à vis de la protection qualitative des eaux souterraines,.

Parmi ces mesures, celui ci liste en particulier de manière justifiée :

- le ravitaillement des engins sur une aire étanche équipée d'un bac décanteur-déshuileur,
- le ravitaillement de la pelle hydraulique au front de taille avec un bac étanche sécurisé,
- la mise à disposition du personnel de kits antipollution,
- l'absence de matériaux externes dans le cadre de la remise en état écologique du site.

3.3 Faune flore et milieux naturels.

Concernant la flore, le site héberge 17 espèces déterminantes de ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique), et 8 espèces protégées dont 3 directement situées dans la zone d'exploitation (*Scilla autumnalis*, *Geranium sanguineum*, *Cephalanthera longifolia*).

Ces trois espèces ont fait l'objet d'une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'individus des espèces végétales protégées en région centre auprès du Conseil National de Protection de la Nature (CNPN). Celui ci a émis un avis favorable à cette dérogation le 29 octobre 2012.

L'arrêté préfectoral n° 2012.3.0072 du 12 décembre 2012, portant autorisation de dérogation pour l'arrachage, le déplacement et la réimplantation de spécimens d'espèces végétales protégées reprend les réserves émises par la CNPN en matière de réduction d'impacts et de suivi de l'évolution des populations.

La faune du site est relativement commune en ce qui concerne les oiseaux (seuls des territoires de chasse de Bondrée apivore (rapace), des signalements ponctuels de Pics noir et mar et une nidification probable du Busard Saint-Martin aux abords sont à signaler). De même les cortèges de reptiles et amphibiens s'avèrent limités.

Une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces animales concernant des espèces d'oiseaux et de chauve souris a également été soumise au CNPN. Celui ci a émis un avis favorable en date du 20 décembre 2012.

L'arrêté préfectoral n°2012.3.0080 du 26 décembre 2012, portant autorisation de dérogation pour la destruction, la dégradation et l'altération de sites de reproduction ou d'aires de repos de spécimens d'espèces animales protégées et la destruction de spécimens animales protégées, reprend les réserves émises par la CNPN en matière de réduction d'impacts et de suivi de l'évolution des populations.

3.4 Le Bruit et les vibrations.

Les émissions sonores générées par la carrière auront pour origine l'évolution des engins dans la zone d'extraction et lors des travaux de réaménagement.

Le recours à une bande transporteuse pour véhiculer les matériaux constitue un facteur de réduction des nuisances en évitant notamment les émissions sonores générées par les circulations de tombereaux entre la zone d'extraction et la zone de traitement.

Les moteurs, nécessaires au fonctionnement de ce tapis, sont implantés aux deux extrémités de celui-ci, à savoir, près du concasseur primaire implanté en partie nord-est du site et sur l'emprise de l'installation de traitement des matériaux située au Subdray.

Les modélisations théoriques de la propagation du bruit montrent que l'impact sonore à venir sera le même que l'impact actuel.

Le site fonctionnera du lundi au vendredi, hors week-ends et jours fériés, dans la plage horaire de 7h00 à 17h00.

Le matériel utilisé est conforme à la réglementation en vigueur. Les niveaux sonores font l'objet d'un contrôle régulier et les résultats des mesures réalisées sont conformes aux valeurs fixées par la réglementation.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation prescrit la réalisation d'un contrôle des niveaux sonores dans l'environnement du site dans les six mois suivant sa notification à l'exploitant, puis tous les trois ans.

Pour limiter l'impact, des vibrations lors des tirs de mines, la principale mesure prévue consiste à respecter strictement le plan de tir qui sera adapté (charge unitaire, maillage, type d'amorçage, ...) aux objectifs de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, et à la hauteur des fronts de taille.

L'utilisation de détonateurs à micro retard permet également de réduire les vibrations.

Les vibrations étant liées à la charge d'explosif mise en œuvre, en fractionnant la charge totale en charges unitaires, successivement mises à feu avec un décalage dans le temps, l'onde de choc et la durée d'ébranlement du sol sont limitées.

En tout état de cause le projet d'arrêté préfectoral joint prescrit des mesures de vibrations avec des seuils réglementaires à respecter (article 6.3.1).

3.5 L'air.

Les principales émissions atmosphériques peuvent être liées aux rejets des gaz d'échappement des engins et des camions et/ou aux émissions de poussières dues à l'extraction des sables, au roulage des engins et des camions sur la carrière. Les bandes transporteuses sont capotées sur l'intégralité du cheminement.

Par temps sec, susceptible de favoriser les envols de poussières, la piste d'accès à l'intérieur du site et les pistes d'exploitation seront arrosées autant que de besoin. L'eau utilisée proviendra du forage pour lequel l'exploitant en a sollicité l'autorisation.

3.6 Le trafic routier.

Les productions sollicitées sont de 350 000 t/an maximale et 240 000 t/an en moyenne. La carrière actuellement en fonctionnement est autorisée pour une production maximale de 450 000 t/an et une production moyenne de 250 000 t/an.

En conséquence, du fait de cette diminution de production, le projet n'entraînera pas de modification du trafic routier actuel, les camions s'approvisionnant auprès de l'installation de traitement du Subdray. Ils emprunteront l'aménagement sécurisé déjà existant pour la sortie sur la RN 151.

3.7 Capacités techniques et financières.

La société GSM exploite depuis longtemps des carrières. Le chiffre d'affaire annuel de GSM CENTRE est de l'ordre de 240 M€. Le résultat net pour l'année 2010 s'élève à plus de 8,5 M€. La société GSM dispose du matériel adapté à l'activité, chargeurs, tombereaux, pelles, foreuses entre autre. Le renouvellement du parc est systématiquement assuré et l'entretien est réalisé par les constructeurs et les concessionnaires.

4 – GARANTIES FINANCIERES.

Les garanties financières sont destinées à permettre un réaménagement de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant. Les éléments fournis dans le dossier ont permis d'estimer les garanties financières à mettre en place pour chaque phase quinquennale par la SAS GSM.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période : ce montant inclus la TVA (Indice TP01 de juin 2007).

Le calcul forfaitaire du montant des garanties financières pour la remise en état du site a été effectué selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 9 février 2004.

La formule de calcul utilisée est :

$$CR = \alpha (S1 C1 + S2 C2 + L C3) \text{ €}$$

CR : montant de référence des garanties financières pour la période considérée.

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuée de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

L (en m) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires des berges diminuée des linéaires des berges remises en état.

α = Index (1+TVA_R) / Index 0 (1+TVA₀) avec :

Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé dans l'arrêté préfectoral ;

Index0 : indice TP01 de mai 2009 soit 616,5 ;

TVA_R : taux de la TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières ;

TVA₀ : taux de la TVA applicable en février 1998 soit 0.206.

L'autorisation a été sollicitée pour une durée de 27 ans, 5 périodes quinquennales et une période de deux ans sont considérées.

Sur cette base, le demandeur a effectué le calcul du montant pour chaque période et propose de retenir les valeurs du tableau ci après.

Ce calcul n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées, la valeur de α a été recalculée sur la base de l'indice TP01 du 1^{er} juillet 2012 (TP01 = 696,9).

Périodes	S1	S2	L	TOTAL en € TTC
1	8,124	3,460	0,665	298 149
2	8,317	3,610	0,672	307 832
3	8,606	3,600	0,602	311 093
4	9,572	3,600	0,644	328 919
5	3,919	0	0,763	84 240
6	3,088	0	0	54 290

3 AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

L'examen de ce dossier fait ressortir :

- que cette demande d'autorisation a fait l'objet de la procédure réglementaire complète d'instruction telle que prévue aux articles R.512-2 à 512-24 du Code de l'Environnement.
- Le projet, objet du présent dossier est le meilleur compromis entre l'exploitabilité du matériau et les impacts sur l'environnement,
- que le dossier établi fait ressortir que l'exploitation de ce site ne générera pas d'impact supplémentaire susceptible de porter atteinte à la santé des habitants, tant au niveau de l'eau, de l'air, que du bruit ou des déchets,
- que les mesures proposées par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'autorisation, ainsi que les dispositions complémentaires envisagées dans le projet d'arrêté préfectoral sont en mesure de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement,
- que le pétitionnaire détient, par contrat de forage, la maîtrise foncière de l'ensemble des terrains concernés par le projet,
- que la durée d'exploitation de 27 ans, dont 2 ans de remise en état, est compatible avec le volume de matériaux à extraire,
- que le projet est conforme au PLU de la commune de Villeneuve-sur-Cher, au SDAGE approuvé le 18 novembre 2009 et au Schéma Départemental des Carrières approuvé le 7 mars 2000,
- que les demandes de destructions d'espèces protégées (faune et flore) ont été autorisées par le CNPN,
- que les arrêtés préfectoraux d'autorisation de destruction de ces espèces protégées reprennent les conditions particulières fixées par le CNPN,
- que la demande du maire du Subdray, concernant la voie romaine a été suivie d'effets.
- que l'autorisation de défrichement a été délivrée au pétitionnaire par décision préfectorale du 8 janvier 2013, laquelle précise qu'un boisement compensateur, d'une surface équivalente à la surface défrichée soit 35 hectares, devra être réalisé sur la commune d'Etrechy selon l'échéancier fixé.
- que tapis de plaine est capoté sur l'intégralité de son cheminement.

Enfin, sur le plan économique, la proximité du projet vis à vis des entreprises utilisatrices locales permet à ces dernières de pérenniser leur approvisionnement en granulats, mais également de satisfaire à leurs obligations, notamment en terme de réduction des émissions de gaz à effets de serre liées au transport des matériaux.

En conséquence, le service instructeur émet un avis favorable à cette demande d'autorisation.

6 – CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS.

Compte tenu des éléments exposés ci avant, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Cher d'autoriser l'activité prévue par le demandeur sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.





Ces prescriptions intègrent notamment les recommandations du commissaire enquêteur et les préconisations formulées par les services consultés lors de l'instruction de la présente demande.


En application de l'article R.512-25 du code de l'environnement, la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites - formation carrières – devra être consultée sur ce projet.

Morthomiers

le Subdray

**Saint-Florent-
sur-Cher**

 Projet d'ouverture de carrière
 Projet de liaison par bande transporteuse
 Emplacement de l'installation de traitement
 Limite communale

 Institut d'Écologie Appliquée
2010

0 Échelle : 1/25 000e 500 m

